

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

FONDS POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION ET DE L'INTERMEDIATION POUR L'EMPLOYABILITE AU MAROC.

1- INTRODUCTION

- 1.1- En décembre 2012, le Royaume du Maroc a été reconnu éligible au bénéfice des programmes de coopération menés par l'organisme public américain, Millennium Challenge Corporation (MCC). Conformément aux règles de MCC imposant le réexamen annuel de l'éligibilité d'un pays, le Maroc a été confirmé en décembre 2014 dans son statut de pays éligible à la coopération avec cette institution américaine.
- 1.2- Sur la base de cette éligibilité, le Maroc et MCC ont conduit, en collaboration avec la Banque africaine de développement, une analyse des contraintes à la croissance économique et ce, en vue de déterminer les contraintes sur lesquelles il convient d'agir dans le cadre du Compact en vue de les lever ou d'en réduire le poids pour favoriser une croissance réductrice de la pauvreté.
- 1.3- Parmi les principales contraintes qui émergent de cette analyse figure la qualité du capital humain, notamment sous l'angle de la formation des ressources humaines. En effet, l'offre de formation professionnelle au Maroc ne répond pas adéquatement aux besoins en compétences du secteur productif et ne facilite pas l'employabilité des candidats au marché du travail. Une analyse rapide des données du système de formation professionnelle et les concertations engagées auprès du secteur privé et des opérateurs de ce secteur au Maroc montrent que l'une des raisons essentielles qui expliquent les faiblesses rencontrées par le système à répondre aux besoins du secteur productif et des candidats au marché de l'emploi réside dans l'insuffisante implication effective du secteur privé dans le système de formation ainsi que dans les lacunes du système d'intermédiation entre l'offre et la demande de compétences et en termes d'orientation et de formation d'appoint que ce système peut offrir.
- 1.4- Le projet a pour objectif d'améliorer la capacité du système de formation professionnelle à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif qui connaît un changement de plus en plus rapide. Le système de FP par son ancrage dans son environnement économique devra être en mesure de détecter systématiquement les nouveaux besoins en compétences et de préparer des réponses à ces besoins de manière réactive et efficace. Ceci suppose un partenariat fort et effectif entre le système de formation professionnelle et les professionnels.

2- OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.

2.1- Pour répondre aux défis identifiés ci-dessus, MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc envisagent la mise en place d'un Fonds pour l'amélioration de la qualité de la formation pour l'employabilité (le Fonds) visant à renforcer le partenariat entre le public et le privé (PPP) dans le domaine de la formation professionnelle et à rendre plus efficace le système d'intermédiation du marché du travail.

2.2- Le présent Appel à manifestation d'intérêt (AMI), annoncé par le Vice-Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Joe Biden à Marrakech, le 20 novembre 2014, en marge du Sommet mondial de l'entrepreneuriat, vise à aider MCC et le Gouvernement :

(i) à prendre connaissance des idées concrètes de différents partenaires potentiels pour renforcer le PPP dans le volet « Formation professionnelle » et rendre plus efficace le volet « Intermédiation » ;

(ii) à se faire une idée de l'étendue de la demande que le Fonds suscite auprès de la population cible et ;

(iii) à concevoir et paramétrer les opérations du Fonds en fonction des résultats de la revue de cet AMI.

2.3- Cet AMI ne donnera pas lieu au financement des projets proposés par les participants qui ne pourront, en aucun cas, prétendre au financement de leurs projets du seul fait de leur participation à cet Appel. Le financement éventuel des projets ne pourra intervenir que dans le cadre des conditions prévues au paragraphe 8.1 ci-dessous.

2.4- L'AMI servira à justifier le projet, puisque sans une participation significative des entités concernées et sans un nombre conséquent de projets viables proposés, il ne sera pas possible de justifier la mise en place du Fonds, d'où l'importance capitale d'une large participation à cet Appel.

2.5- L'AMI servira également à définir les termes de la conception du Fonds, c'est-à-dire les conditions de son fonctionnement et de son utilisation. Les participants auront ainsi le privilège de participer et, éventuellement, d'influencer, par leurs propositions, la conception de ce Fonds.

2.6- Les participants à l'AMI seront, grâce à cette participation, prêts à répondre à l'appel à projets qui sera lancé lorsque le programme de coopération (Compact) entre MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc entrera en vigueur, sous réserve que celui-ci soit approuvé par les instances concernées aux Etats-Unis d'Amérique.

2.7- Les participants seront retenus sur la base de données des contacts et seront ainsi directement informés des prochaines étapes.

2.8- La confidentialité sera observée lors et après la revue des réponses de l'AMI et ce, en vue de garantir les intérêts des participants à cet Appel qui entendent participer ultérieurement à l'appel à projets visé au paragraphe 8.1 ci-dessous.

3- L'EVENTUEL FONDS POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION POUR L'EMPLOYABILITE.

3.1- Le Compact comprendra, entre autres, éventuellement un Fonds dédié au financement des initiatives d'amélioration de la qualité de la formation pour l'employabilité composé de deux guichets :

3.2 Le premier guichet finance :

3.2.1 La mise en place de nouveaux instituts spécialisés, centres de formation professionnelle, ou autres mécanismes proposés en PPP. Dans ces cas, le financement du Fonds pourra couvrir l'assistance technique, la construction des bâtiments, les équipements techniques y compris les logiciels informatiques et le matériel pédagogique, la formation des formateurs, y compris celle des tuteurs en entreprises et du personnel de direction, l'assistance aux partenaires des centres de formation tels que les associations professionnelles pour le renforcement de leurs capacités d'accueil et de supervision de la formation en entreprise etc.

3.2.2 La reconversion de certains établissements de formation professionnelle (EFP) existants, actuellement gérés par une entité publique, en EFP gérés selon des modèles de PPP à proposer par les participants à l'AMI. Dans ces cas, le Fonds pourra financer toutes les activités visées au paragraphe 3.2.1 ci-dessus à l'exception des nouvelles constructions. Cependant, la réhabilitation des constructions existantes pourra être couverte par le Fonds.

3.3- Le deuxième guichet finance des initiatives innovantes portant sur l'intermédiation au niveau du marché du travail (entre les employeurs et les demandeurs d'emploi) en ciblant notamment trois problèmes identifiés : **i)** l'asymétrie d'information entre les employeurs et les demandeurs d'emploi, **ii)** le besoin d'une formation d'appoint pour compléter les compétences des demandeurs d'emploi et **iii)** la promotion de l'emploi des femmes et des populations défavorisées dans des secteurs non traditionnels et plus rentables.

3.3.1 Ce deuxième guichet est ouvert aux porteurs de nouveaux projets d'agences ou d'établissements d'intermédiation ainsi qu'aux institutions publiques, privées ou de la société civile déjà existantes et porteuses de projets ayant déjà montré leur efficacité et leur efficience.

3.3.2- Pour les projets sélectionnés portant sur de nouvelles agences, services ou programmes d'intermédiation ou l'extension et le renforcement d'agences existantes, le Fonds pourra couvrir la formation du personnel d'accueil et d'encadrement, l'assistance

technique, les nouvelles constructions, la réhabilitation des constructions existantes, les équipements, y compris ceux relatifs aux logiciels informatiques, l'information et la sensibilisation de la population cible, etc.

4- OBJET DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.

4.1- L'AMI a pour objet d'inviter les entités intéressées par l'un ou l'autre des volets indiqués au paragraphe 3 ci-dessus à faire part de leurs idées de projets répondant aux objectifs fixés audit paragraphe. L'idée de projet consiste à présenter les contours essentiels du projet dont les principales composantes sont mentionnées, à titre indicatif, au paragraphe 7.2 ci-dessous.

4.2- Plus particulièrement, pour le guichet 1 visant une participation effective du secteur privé au processus de formation professionnelle :

4.2.1-Il est attendu que la proposition démontre la participation effective du secteur privé en se référant aux critères suivants généralement admis pour définir un partenariat public-privé soutenable :

- a) L'implication des entreprises dans l'élaboration des programmes de formation centrés sur les compétences ;
- b) la formation des stagiaires en entreprise dans le cadre des modes de formation dans le milieu du travail (de l'apprentissage ou de l'alternance) ;
- c) la diversification des sources de financement des EFP, y compris grâce à la formation continue, la formation qualifiante, les essais de laboratoire, la participation aux travaux de normalisation, l'assistance technique et le conseil aux entreprises, etc. ;
- d) la gouvernance des établissements par la participation effective du secteur privé à la gestion des établissements de formation ;
- e) l'acceptation d'une évaluation externe des qualifications professionnelles délivrées ;

4.2.2- Il reste entendu que la présence ou l'absence d'un ou de plusieurs critères ci-dessus indiqués dépendra de la nature et des conditions spécifiques des établissements de formation concernés.

4.2.3- La proposition d'un modèle de cofinancement de l'investissement entre le secteur public et le secteur privé est fortement recherchée.

4.2.4-Les établissements existants faisant l'objet de gestion déléguée qui ont été examinés par les experts de MCC présentent un mode reconnu de PPP avec plusieurs variantes. En plus de ce type d'établissements, les projets PPP introduisant des innovations visant à améliorer, notamment la soutenabilité à long terme sont fortement encouragés.

4.2.5 En particulier pour la transformation des EFP existante en centres à forte participation du secteur privé :

4.2.5.1- Les modes de gestion intermédiaire entre la gestion publique et la gestion privée peuvent faire l'objet d'idées de projets à soumettre en réponse au présent AMI, sous réserve qu'elles assurent une réelle participation du secteur privé à la gestion des établissements et une autonomie effective de ces derniers.

4.2.5.2-Il convient de détailler les conditions de cette reconversion (changements dans la gouvernance des établissements, vécu professionnel des formateurs, financement des investissements et prise en charge des dépenses de fonctionnement, responsabilité dans la détermination des formations à dispenser, mode d'alternance en entreprise, conditions juridiques éventuelles pour la reconversion, assistance technique requise etc.) La proposition de nouveaux modèles de PPP autres que ceux existants actuellement est fortement encouragée pour ce type d'EFP.

4.3- Pour le guichet 2 visant l'intermédiation sur le marché du travail (entre les employeurs et les demandeurs d'emploi) en ciblant notamment trois problèmes identifiés : i) l'asymétrie d'information entre les employeurs et les demandeurs d'emploi, ii) le besoin d'une formation d'appoint pour compléter les compétences des demandeurs d'emploi et iii) la faible représentation des femmes et des populations défavorisées dans les secteurs porteurs, en plus des considérations d'ordre général visées au paragraphe 4.1 ci-dessus, il importe de préciser ce qui suit :

- pour les projets nouveaux (nouvelles institutions d'intermédiation), le coût doit être compris entre 2,5 millions et 4,5 millions de dirhams ;
- pour l'extension de projets portés par des institutions déjà existantes, le coût de l'extension doit être compris entre 10 millions et 25 millions de dirhams.

Néanmoins, des idées de projets, particulièrement intéressantes dépassant les montants susvisés, peuvent être proposées.

5- ENTITES CONCERNEES PAR CET APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.

5.1- En ce qui concerne les nouveaux EFP gérés en PPP, les entités ciblées par cet AMI sont :

- les associations, fédérations et chambres professionnelles ;
- les entités publiques souhaitant créer un nouvel établissement de formation géré en PPP ;
- les organisations non gouvernementales ;
- toute entreprise, entité privée ou organisme, avec ses partenaires marocains ou internationaux, estimant être en mesure d'apporter un projet répondant à un modèle de PPP en formation professionnelle tel qu'explicité dans le présent AMI.

5.2- S'agissant de la reconversion des EFP existants gérés par le secteur public en institutions à forte participation du secteur privé, les entités ciblées sont les suivantes :

- les établissements publics de formation professionnelle à caractère général ou sectoriel et les Ministères de tutelle de ces établissements ;
- les partenaires potentiels tels que : les associations professionnelles, les fédérations, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les entreprises de formation privée et tout autre organisme, qui réussit à obtenir le consentement d'un établissement ou d'un centre géré actuellement par un organisme public pour être converti en établissement ou centre géré en PPP. En effet, l'idée de projet apportée par l'une de ces entités doit être soutenue par un accord de principe de l'organisme public en charge de la gestion de l'établissement ou du centre à transformer en PPP.

5.3- Pour les agences, services, ou projets d'intermédiation, les entités ciblées par le présent AMI sont les suivantes : les organismes publics existants, les sociétés privées d'intermédiation existantes ou nouvelles et les organisations non gouvernementales engagées dans l'intermédiation ou celles qui entendent s'y engager ainsi que les organismes de conseil et de formation.

6- FORME DE PARTICIPATION A L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.

6.1- Pour répondre au présent AMI, il convient d'adresser une note écrite de 5 pages environ selon le format indiqué en Annexe au présent document à la Présidence du Gouvernement (Monsieur Abdelghni LAKHDAR, Conseiller du Chef du Gouvernement - Adresse électronique : compact2.cg@gmail.com).

6.2- Toutes les questions, demandes de renseignements ou de clarifications doivent être adressées à compact2.cg.gov.ma

7- REVUEDES RESPONSESAL'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.

7.1- La revue des réponses sera faite au cours du mois de mai2015 par un panel composé de représentants du Gouvernement, de MCC et d'experts marocains et internationaux.

7.2- De manière générale, la revue tiendra compte des éléments indicatifs suivants tout en considérant que ces éléments ne s'appliquent pas tous à tous les projets et que les spécificités des projets seront bien prises en compte :

- visibilité économique du secteur d'intervention (le secteur doit être un secteur disposant d'une vision stratégique et prometteur en termes de potentiel de création d'emploi et de croissance économique) ;
- coût du projet et types de dépenses (formation des formateurs, équipements, assistance technique, construction/réhabilitation) ;

- répartition du financement de l'investissement (parts de l'investissement financées par le porteur du projet et d'autres partenaires éventuellement et montant attendu du Fonds) ;
- Contribution du porteur de projet ;
- source de financement des dépenses de fonctionnement et soutenabilité du projet à long-terme ;
- justification du fait que la proposition est en ligne avec les objectifs de l'AMI ;
- estimation du nombre annuel de bénéficiaires directs ;
- assistance technique dont le gérant du projet aurait besoin pour gérer le projet ;
- gouvernance du projet et, en particulier, définition de la place que le secteur privé occupe dans cette gouvernance (de nouveaux modèles de PPP peuvent être proposés) ;
- caractère innovant du projet avec la démonstration de sa réussite pour les projets portant sur l'extension d'expériences réussies ;
- capacités techniques du porteur du projet démontrant les capacités lui permettant de mener à bien son projet, par exemple en démontrant les expériences et expertise du porteur ;
- description de l'impact du projet sur le renforcement du capital humain et la compétitivité du secteur, surtout visant l'employabilité des lauréats (par exemple, taux d'insertion, type/catégorie d'emploi etc.) ;
- description d'impacts sociaux positifs prévus et de réduction attendue des inégalités liées au genre ;
- risques environnementaux et mesures éventuelles de leur atténuation etc.

8- ETAPES SUIVANT LA REVUE DES REPONSES A L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.

8.1- Les étapes suivant la revue des réponses à l'AMI sont les suivantes :

8.1.1- Après la revue, un rapport de synthèse sera arrêté. Ce rapport, décrira en termes généraux les types et contenus des réponses reçues (secteurs, nombre de réponses par guichets, etc.) ainsi que les enseignements tirés et les recommandations du panel de revue pour la conception du Fonds. Ce rapport sera publié et directement partagé avec les répondants à l'AMI.

8.1.2- Si l'AMI démontre l'existence d'un fort intérêt pour cet instrument, de propositions viables et d'impact économique satisfaisant, un Fonds de financement sera conçu, intégré au Compact et mis en place, sous réserve que le Compact soit approuvé par les instances concernées aux Etats Unis d'Amérique.

8.1.3- Un appel à projets sera lancé dans le cadre du Compact.

8.1.4- L'évaluation des propositions sera faite par un panel indépendant sur la base de critères rendus publics.

8.1.5- Les projets les plus haut placés suite à l'évaluation visée au 8.1.3 ci-dessus seront financés dans la limite des ressources disponibles dans le Fonds.

8.1.6- Les ressources financières de MCC doivent être déboursées au cours d'une période maximum de 5 ans à partir de l'entrée en vigueur du Compact. A titre indicatif, l'entrée en vigueur du Compact pourrait se situer vers le milieu de l'année 2016.

9- DATES CLES ET DATES LIMITES

-Publication de l'AMI : 23 février 2015

-Date limite pour répondre à l'AMI : 17 avril 2015

-Retour d'un sommaire des résultats à destination Des entités ayant répondu à l'AMI : mai 2015

ANNEX : FORMULAIRE POUR LES SOUSMISSIONS

	Item	Notes
1	Lettre de couverture	This letter should be signed by the CEO (or senior manager) of your organization and any participating partners and should clearly indicate support for the proposed program/practice. The letter should be no more than ½ page in length.
2	Legal entity	Detail the legal identity (corporate status, NGO, etc.) of your organization
3	Contact details	List how we contact you and who can provide us with more information if needed – postal address, phone number, email
4	Quel guichet de financement?	Clearly indicate which of the categories you are applying for. Does your proposed program create a new PPP, reconvertir un EFP existante, ou programme d'intermediation?
5	Votre expérience dans la formation professionnelle ou l'intermédiation ?	Les capacités techniques du porteur du projet démontrant les capacités lui permettant de mener à bien son projet, par exemple en démontrant les expériences et expertise du porteur ;
6	Votre projet	<p>Briefly explain your program. A summary of the key stages/phases, outputs, who would be involved (we don't want a detailed project plan). Clearly indicate:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objective of the project. • Program area(s) (specific certifications or certification disciplines you would like to develop). • Why this program? Include: evidence of sector growth and existing or potential job creation; evidence of industry demand for skills. • Gouvernance du projet et, en particulier, une définition de la place que le secteur privé occupe dans cette gouvernance (de nouveaux modèles de PPP peuvent être proposés) ; autres partenaires marocains ou internationaux. • Total expected operational costs and sources of revenue including likely tuition level and length of program. • Justification du fait que la proposition est en ligne avec les objectifs de l'AMI
7	Budget globale et contrepartie	<p>Quel est le budget total estimé ? En gros termes, quel proportion du budget sera utilisé pour : développement des programmes, formations et assistance technique, équipements, constructions/réhabilitation des infrastructures, autres dépense.</p> <p>What financial contribution will your organization or partners make to the program? What in-kind contribution will you or your partner organizations make (e.g. scholarships, apprenticeships, equipment, etc.)?</p>

8	Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Description de l'impact du projet sur le renforcement du capital humain et la compétitivité du secteur, surtout visant l'employabilité des lauréats (par exemple, taux d'insertion, type/catégorie d'emploi etc.); • Estimation du nombre annuel de bénéficiaires directs (lauréats par filière et niveau par an) du projet) ; • Description d'impacts sociaux positifs prévus et de réduction attendue des inégalités liées au genre ; • Risques environnementaux et mesures éventuelles de leur atténuation etc.
9	Soutenabilité	Tell us how your program/practice will continue to operate after compact support ends. Include reference to non-GoM sources of revenue for operational/recurrent costs.

Commentaires Générale :

- Les réponses doivent être de 5 pages environ
- Les réponses doivent être écrites en français
- Les réponses doivent être reçues au plus tard le 17 avril, 2015 à minuit (GMT)
- Les réponses doivent être soumises via le site web : compact2.cg.gov.ma
- Elles peuvent aussi être adressées par voie postale à l'adresse suivante : Monsieur Abdelghni LAKHDAR, Cabinet du Chef de Gouvernement, Palais Royal, Mechouar Essaid, Touarga, Rabat, MAROC.